

Vous voudrez bien trouver ci-dessous, le pré-projet de motion d'orientation générale que nous souhaitons mettre en débat au moment du congrès. **Ce texte est en construction** et est amené à évoluer en fonction des contributions, des apports, des amendements des uns et des autres. Mais il indique les points fondamentaux sur l'écologie politique que nous souhaitons défendre, notre orientation stratégique, ainsi que sur le fonctionnement de notre démocratie interne.

Nous vous proposons d'en débattre avec nous à la Mairie du 2eme, 8 Rue de la Banque, Paris, Métro Bourse :

- le samedi 14 septembre de 10h à 14h
- le vendredi 20 septembre à partir de 14h

Si vous souhaitez nous rejoindre, signer, suivre, participer, contribuer à la démarche, un outil est mis à votre disposition pour signer, rester informé, contribuer et participer à notre réflexion commune :

Voici le lien : <https://framaforms.org/le-souffle-de-lecologie-1567618794>

Contact et demande d'infos : lessouffledelecologie@gmail.com

Pour le souffle de l'écologie
Alain Coulombel

LE SOUFFLE DE L'ÉCOLOGIE **L'écologie qui rassemble**

1. Un constat alarmant : ceci n'est pas une crise !

« *L'absence de futur a déjà commencé* » (Anders)

S'il y avait encore des doutes sur la gravité de la situation de notre planète, l'été 2019 aura apporté son lot de preuves supplémentaires : canicules, méga feux en Sibérie, Amazonie, Portugal, Grèce ou sur le continent africain, fonte accélérée de la calotte glaciaire, pénurie d'eau douce... Or en dépit de la mobilisation des « jeunes » pour le climat, en dépit des appels aux responsables politiques, les émissions de GES continuent d'augmenter à l'échelle de la planète, les ressources halieutiques continuent de diminuer, la biodiversité à se dégrader.

Nous savons aujourd'hui que l'effondrement de la civilisation mondiale thermo-industrielle est en cours, que tout se dérègle en même temps et de façon globale : changement climatique, perte de biodiversité, perturbations globales du cycle de l'azote et du phosphore ; usage des sols ; acidification des océans ; déplétion de la couche d'ozone, usage de l'eau douce, pollution chimique...

C'est pourquoi, les générations présentes et futures sont d'ores et déjà destinées à une vie plus difficile sur une planète appauvrie en ressources, avec des événements plus extrêmes et plus nombreux, et un sol sous la pression de la montée des mers ou de la désertification de régions entières.

Par ailleurs, les inégalités sociales explosent en France, en Europe et dans le monde. Jamais les richesses n'ont été aussi mal réparties, jamais les camps de détention n'ont été aussi nombreux,

jamais les murs séparant les peuples n'ont été aussi hauts, jamais les tensions et les points de frictions entre pays pour la maîtrise des ressources n'ont été aussi virulents.

2. Sortir de l'impasse : ni attermoisement, ni demi-mesure

L'heure est grave et nous ne pouvons plus nous contenter de demi-mesures. Les trois millions d'électeurs qui ont choisi de voter aux européennes pour la liste conduite par Yannick Jadot, nous demandent d'agir vite et de porter des politiques publiques offensives permettant aux territoires de se préparer, de s'adapter au nouveau contexte et de soutenir leurs nombreuses expérimentations de transition ...etc...L'enjeu est de traduire dans les politiques publiques et à tous les échelons, l'émergence citoyenne, que celle-ci se soit exprimée dans le mouvement des GJ ou à travers les marches pour le climat, qui réclame des mesures fortes pour sauver l'humanité d'une chute fatale.

Pour répondre à cette situation, nous ne croyons pas à l'écologie d'accompagnement, ni à l'écologie des petits pas. Notre alternative n'est plus de « construire un monde meilleur ou pas » mais « un monde ou pas de monde » (Gunther Anders). Ce tragique de la situation, nous devons l'assumer, tout en étant porteur de pratiques et de solutions nouvelles.

2.1 L'écologie politique que nous défendons : une écologie des territoires

Malgré le divorce qu'ont amorcé les sociétés modernes et occidentales entre les humains et les autres êtres vivants, nature et culture ont toujours été et resteront toujours étroitement liées. De la compréhension des sociétés autant modernes que traditionnelles ressort un fort sentiment d'interdépendance aux autres, aux animaux et à la nature, dévoilant une pratique que nos structures capitalistes, ne valorisant que les rapports de concurrence marchande, ont invisibilisé : **la pratique du soin**. À cet égard, l'un des égarements tragiques de nos systèmes économiques a été de croire que la concurrence pouvait être au cœur de nos sociétés alors que la vie ne doit son développement qu'à la coopération des êtres. **Seul-e-s nous ne sommes rien. C'est dans cette incapacité à percevoir l'équilibre des interdépendances que se niche notre propension à la destruction et à la domination.**

Mais les relations qui nous unissent les uns aux autres, ne sont pas les seules modalités de solidarité et de diversité à s'effriter. Les territoires sont également les grands oubliés des politiques publiques, des discours et des engagements. Sous la pression du système économique mondial, les politiques territoriales se structurent majoritairement autour d'une seule et même donne : celle de la compétitivité économique et financière. De sorte que des territoires entiers sont abandonnés, tandis que les métropoles concentrent à elles seules la plupart des capitaux économiques, culturels et sociaux. Tout ce qui est inutile à la croissance a tendance à être abandonné. **La lutte des classes se double donc d'une lutte des espaces et des modes de vie. Pourtant, ces espaces ont une diversité à partager au monde. Ils portent, par la multiplicité des expérimentations qui s'y développe, des solutions à l'écologie de demain.** ZAD, rondpoints des Gilets Jaunes, friches, villages d'antan, paysages intemporels, vieilles forêts : l'État détruit ce qui, à nous écologistes, doit nous inspirer en termes de démocratie, de gouvernance horizontale, d'architecture, d'écologie pratique et de solidarités.

Mais une écologie politique pleine et systémique se doit de penser au-delà des frontières administratives de son propre pays. Antilles, Guyane, Polynésie, mais aussi tous les anciens territoires coloniaux d'Afrique et d'Asie, sont encore aujourd'hui prisonniers des velléités impérialistes venant des pays occidentaux et de leurs entreprises financiarisées. **En conséquence, notre écologie est planétaire.** Elle décentre les discours et les regards du spectre limité de l'État-nation, elle pense la terre et rencontre le monde. Elle prend acte de la futilité des frontières nationales face aux enjeux contemporains : le dérèglement climatique, l'effondrement, le capitalisme mondial et volatile, les migrations, les communs et le partage des richesses... Ces problématiques globales jettent l'humanité dans un monde où elle doit réinventer une solidarité internationale active.

Enfin nos démocraties semblent également perdre leurs droits, stagner, reculer. Nous ne cultivons plus ces utopies démocratiques où le pouvoir est pratiqué par le tout à chacun, où

chaque personne est en mesure de participer aux arbitrages sociaux, économiques et environnementaux. Car le système économique n'abandonne pas simplement les territoires. La démocratie représentative lointaine et centralisée dépossède également les personnes de leur pouvoir d'agir. En construisant des outils locaux qui donnent la possibilité à chacun de s'approprier les espaces et de participer aux instances décisionnelles, **une démocratie permanente s'invente** permettant à l'échelle de l'habité territorial, une démocratie qui fonctionne partout et en tout temps, une démocratie qui ne laisse ni personne ni aucun territoire à côté. La démocratie permanente est une démocratie inclusive par essence, soucieuse de dépasser tous les rapports de domination qui gangrènent nos sociétés afin d'offrir à chacun un levier d'émancipation collective et personnelle.

Alors que l'écologie politique porte en elle la capacité à réformer profondément le lien à soi-même et le lien à l'autre (humains comme non humains), le lien à l'économie marchande et aux systèmes politiques, la mise en place de nouveaux espaces de délibération permet de rendre effective et collective ces rapports de transformation. **La démocratie permanente est une voie fédératrice pour penser ensemble, dans les diversités et les différences, les collectifs et les collectivités qui feront le monde de demain.**

2.2 Une orientation stratégique sans ambiguïté

L'écologie politique est anticapitaliste, altermondialiste, décoloniale, féministe, fédéraliste, régionaliste et antiraciste. Elle mobilise les valeurs de la gauche - les solidarités, les justices, l'égalité, l'internationalisme - tout en y intégrant une réalité plus large : le respect de l'animal et du vivant sous toutes ses formes, la sauvegarde de la biodiversité, la préservation de la nature, le rôle des territoires et le sens de la production et de la consommation.

Il n'y a pas de place pour le « ni-ni », ni de gauche, ni de droite : Écologistes nous sommes les héritier.e.s, les rénovateurs et rénovatrices d'un imaginaire qui s'enracine dans les combats émancipateurs souvent menés par la gauche jamais par la droite .

Les élu.e.s de l'Écologie Politique doivent eussi défendre des positions subversives « un pied dedans l'institution, un pied dehors dans les luttes » avec les mouvements sociaux, environnementaux, climatiques, sociétaux naissants ou historiques quitte à se trouver pargois en position de contrevenir aux lois et règles néfastes..

Face à cela, il est temps de faire converger nos histoires militantes, nos imaginaires et nos parcours politiques autour d'**un nouveau projet de société écologiste** associant justice sociale, féminisme, solidarité internationale, autonomie, lutte pour les communs, décentralisation et justice environnementale. Faire vivre la diversité qui compose nos idées et nos trajectoires de vie, doit également s'intégrer dans des pratiques en interne comme en externe. Cette diversité doit porter un souffle, fédérateur, conquérant et serein envers son horizon sociétal. Autant que de conquérir de nouveaux publics à la nécessité de l'écologie politique, nous devons rénover nos pratiques en interne.

Pour cela nous proposons une feuille de route précise pour les prochains mois.

3. Notre feuille de route (volet I) : recomposer et créer un horizon commun

Les résultats des européennes de mai 2019 dessinent un nouveau paysage politique national et européen. En rassemblant autour de notre projet, plus de 3.000.000 de voix, nous avons gagné en visibilité et en crédibilité mais dans un contexte politique marqué par la confusion, le brouillage des repères « classiques » de la gauche (et aussi de la droite), la montée des forces « fascisantes ». Cette situation est dangereuse dans la mesure où dans le camp des écologistes et de la gauche critique, aucun processus de rapprochement n'est concrètement engagé. Face à ce constat, les écologistes ont le devoir de chercher à rassembler les forces politiques, syndicales, associatives et

alternatives, qui se réclament de l'écologie, de l'émancipation, de la justice sociale, du combat contre le dérèglement climatique, l'accaparement des terres ou encore la défense du vivant.

Nous proposons d'agir simultanément sur plusieurs leviers :

- **Fédérer sans exclusive et construire la maison commune** avec toutes les formations politiques qui ont fait de l'écologie politique la matrice de leur projet. C'est un énorme défi dans la mesure où la forme politique institutionnelle qui permettra ces rapprochements, reste à inventer. Plusieurs initiatives existent déjà : fédération, assises de l'écologie et des solidarités, Marée populaire, Osons les jours heureux, projet de constituante et autres Big bang au sein de la gauche écologiste...

Nous devons nous appuyer sur ces expériences et cheminer volontairement vers la **création d'un Archipel politique** réunissant les formations comme GE/AEI/RPS/Parti Animaliste/EELV mais aussi Génération.S/LFI/Place Publique/Cap 21/Nouvelle Donne...

Cet archipel politique permettra des regroupements ponctuels, sur projet (= faire ensemble à plusieurs parmi tous les membres de l'archipel, donc à géométrie variable, y compris sur des séquences électorales). Il se développera, en partant d'abord des réalités locales et/ou régionales. Notre organisation fédérale et notre règle de subsidiarité en faveur du local devrait nous aider. Ayons conscience que des identités nouvelles, distinctes d'un endroit à un autre, se forgeront au fil du temps. Ancrant dans une organisation archipeliforme, les pratiques de partenariat propres à chaque territoire. De là naîtra une nouvelle culture politique, un sens commun de la transformation écologique et sociale issu de cette diversité, sans qu'il soit besoin d'une uniformisation descendante [est-ce cela qu'on veut dire ?]

Les prochaines élections municipales doivent nous permettre d'ancrer cette orientation dans le maximum de communes.

Un point d'étape sous la forme d'un congrès extraordinaire ou d'une assemblée générale sera organisé à l'automne 2020 pour faire le bilan du processus engagé et déterminer la faisabilité de la création d'un nouveau mouvement.

- **Engager, au-delà des discussions entre partis politiques**, une coopération étroite avec l'ensemble des mouvements (Alternatiba, Extinction-Rébellion, jeunes pour le climat), associations environnementales et sociales, syndicats, ONG, collectifs, initiatives citoyennes qui, hors des postures partisans, défendent les valeurs de l'écologie et de la justice sociale. Par leurs actions ils contribuent chaque jour à transformer notre société et à défendre nos valeurs communes. À nous de savoir incarner et soutenir politiquement ces combats et d'articuler avec eux nos stratégies dans le cadre de nos combats partagés.

4. Notre feuille de route (Volet II) : refonder et renouveler notre fonctionnement interne

Depuis une année, liée à la prise de conscience de la gravité du bouleversement climatique, un mouvement de fond en faveur du climat et de la biodiversité est engagé. Des millions de personnes, partout en Europe, se mobilisent. Un nombre significatif d'entre elles s'engagent en politique et notamment à EELV. Ils doivent dans notre formation l'outil militant dont ils ont besoin.

Or, dans le même temps nous sommes nombreux à nous interroger sur le fonctionnement de notre organisation actuelle. La Réinvention qui avait été actée par le congrès de Pantin n'a pas abouti. Les différentes instances du parti (BE, CF, Commissions...) ne fonctionnent pas entre elles avec la fluidité nécessaire, nous faisons le diagnostic d'un défaut de communication entraînant parfois une incompréhension, quand ce n'est pas de la défiance. De plus notre coopérative dont le mode d'organisation est désormais reconnu comme étant en phase avec la mouvance sociale actuelle n'a pas pu se développer comme elle l'aurait voulu. Enfin, la communication descendante et ascendante entre Bureau Exécutif, Conseil Fédéral, Conseil Politique Régionaux et Groupes Locaux est plus que minimale.

Il est temps de rétablir la confiance et de trouver des formes d'organisation marquées par la transparence, le respect des règles, de la représentation de toutes les sensibilités, du temps donné pour une démocratie épanouie ; autant de conditions pour que les adhérent-es au mouvement – que ce soit au parti ou à la coopérative - puissent prendre place dans le fonctionnement collectif du mouvement, tant pour décider des orientations que pour initier des actions.

4.1 L'accueil des nouvelles et nouveaux adhérent-es :

Les groupes locaux sont le lieu d'accueil des nouvelles personnes adhérentes et les procédures d'accueil sont maintenant bien rodées dans les Régions. De multiples outils, créés régionalement et/ou nationalement sont disponibles et le savoir-faire acquis permet d'organiser des sessions spécifiques pour les nouveaux adhérent-es : formation mais aussi écoute dans leurs intentions, motivations et conceptions de la politique. Mais cela ne suffit pas ! L'acculturation des nouvelles et des nouveaux venus aux normes culturelles EELV, comme l'acculturation des adhérent.es actuel.les aux nouveaux venu.es prendra du temps et demandera des efforts. Cela nécessitera de leur laisser de la place, d'accepter leurs différences, de ne pas les rejeter immédiatement s'ils ne « parlent pas comme nous », s'ils sont en colère, s'ils veulent « renverser la table ». Ne reproduisons pas les méthodes qui ont fait fuir la plupart des adhérent.es arrivé.es en masse en 2009. Cela implique d'inventer des méthodes d'accompagnement de proximité, des formes de tutorat permettant d'explicitier les codes, les sigles, les analyses de situations vécues.

4.2 La formation :

Elle existe, de manière ouverte et conviviale pour toutes et tous lors des journées d'été et c'est une vraie réussite dont on peut être fier ! Elle existe pour les élu.es de manière très formalisée via la FEVE et le CEDIS.

Comme pour l'accueil, il nous faut aller plus loin et former progressivement de futur.es élu.es. Pour cela, les formations actuellement ouvertes aux élu.es pourraient accueillir, comme c'est déjà le cas dans quelques territoires, nos futur.es candidat.es.

Par ailleurs, nous devons mettre en place d'autres modèles de formation, jouant sur une temporalité plus longue, combinant action politique et réflexion : des formation-action. Mettons les adhérent.es qui le souhaitent en situation de responsabilité, pas forcément immédiatement dans des fonctions électives – quoique – mais dans des fonctions internes et faisons-les réfléchir ensemble avec des personnes-ressources en termes d'analyse de pratique. Cela les fera sûrement évoluer, mais également bien d'autres autour d'eux.

D'autre part, les liens avec les chercheurs et les universitaires doivent être renforcés afin de renouveler/actualiser notre pensée politique autour des mutations contemporaines. Dans ce cadre-là, outre les journées de la Fondation de l'Écologie Politique, un autre modèle de relation entre recherche et terrain politique pourrait être expérimenté, y compris dans les différentes Régions avec les universités : la recherche-action, une forme de recherche sur l'action politique conduite, construite conjointement avec des chercheurs.

Ce doit être un axe majeur et prioritaire du mandat : on ne peut prétendre aux responsabilités que les électrices-teurs sont prêtes à nous confier sans se former pour y être mieux préparées. La formation doit s'organiser au plus près des adhérent-es, tant à l'échelle des groupes locaux ou des « pays », qu'à l'échelle des régions ou nationale pour favoriser les échanges. Outre les journées d'été nationales qui constituent un moment privilégié, des journées d'été ou d'hiver, régionales ou inter régionales, peuvent être généralisées comme le font déjà certaines régions. Les outils comme la FEVE, le CEDIS, ou la Fondation de l'Écologie Politique sont des points d'appui du « pôle ressources » qui doivent être soutenus et leurs rôles développés pour profiter à tous.

Voir également le rôle des outils comme le numérique : formation en ligne, activités militantes en ligne...

Repenser nos outils de communication et d'information

4.3 La démocratie interne :

4.3.1 Plusieurs principes doivent inspirer nos règles et nos pratiques de démocratie interne :

. Le respect des différentes sensibilités et leur représentation proportionnelle dans les instances CF et BE

. Le respect des rythmes et du temps donné pour que les processus démocratiques puissent se développer sereinement

. La transparence, le bon accès à l'information et sa bonne circulation pour tous les adhérent-es, la fluidité et la régularité des échanges entre les adhérent-es, le conseil fédéral (par l'intermédiaire notamment des conseiller-es fédérales-aux élu-es en région), le bureau exécutif et les bureaux régionaux.

Autant qu'une retouche des statuts, le respect de ces principes sont la condition pour une démocratie interne apaisée.

4.3.2 Le rôle et le fonctionnement des différentes instances :

. le BE (à compléter)

. le CF (idem) : l'organisation de nos débats doit être améliorée (préparation, déroulement des débats, compte rendu aux adhérents).

. les commissions (idem) : beaucoup de commissions sont à l'arrêt et ne jouent plus le rôle qu'elles devraient avoir dans notre mouvement - suivi de l'actualité et propositions, organisation de sessions de formation ou de colloques, notes, actualisation du programme...

Intégrer le tirage au sort dans la désignation des candidatEs.

4.3.3 Les motions.

Découplons les textes de leur personnalisation par les signataires. Que tous les porteurs de texte, motion de Cf, contributions, motions de congrès commencent par essayer de trouver ensemble le chemin de l'unité sans sombrer dans le consensus, et qu'il soit fait ensuite un appel à candidat.e.s pour les soutenir et les signer, qu'ils en reste plusieurs en lisse ou un seul.

4.4 L'évolution du mouvement EELV : un parti et une coopérative

L'espace dévolu à la coopérative est souvent resté vide, ou a été occupé par des mouvements investis et animés par des militant-es issu-es de la gauche et/ou de la mouvance écologiste portant sur le champ politique leurs revendications. La réflexion menée, depuis de longs mois par le groupe de travail sur la réinvention, doit servir de base aux évolutions organisationnelles du mouvement